

DÉLIBÉRATION n° **23-040** de la séance du **14/11/2023**

OBJET : Rapport sur la situation en matière de développement durable au Centre de gestion

L'an deux mille vingt trois, le mardi 14 novembre à neuf heures trente, le Conseil d'administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Loire-Atlantique s'est réuni à Mauves-sur-Loire, sous la présidence de M. Philip SQUELARD, Président.

Nombre de membres en exercice de l'Assemblée : 34. Le quorum est de 17.

Nombre de présents : 20 Nombre de voix : 25

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Mmes et MM. Philip SQUELARD, Karine PAVIZA, Pascal PRAS, Laurent TURQUOIS, Nicolas CRIAUD, Emmanuel TERRIEN, Anthony BERTHELOT, Jean-Michel BRARD, Frédéric MILLET, Anne-Marie CORDIER, Jean-Pierre POSSOZ, Jacques PRAUD, Philippe JOUNY, Alain VEY, Marie-Irène BRIAND-BOUIN, Rodolphe AMAILLAND, Claire HUGUES, Alain LE TOLGUENEC, Jean-Guy CORNU, Bernard LEBEAU.

ÉTAIENT EXCUSÉS ET ONT DONNÉ POUVOIR :

- Mme Jean-Michel BUF avait donné pouvoir à M. Philip SQUELARD,
- Mme Pascale BRIAND avait donné pouvoir à M. Jean-Michel BRARD,
- M. André KLEIN avait donné pouvoir à M. Rodolphe AMAILLAND,
- M. Driss SAÏD avait donné pouvoir à M. Jean-Pierre POSSOZ,
- Mme Aïcha BASSAL avait donné pouvoir à M. Pascal PRAS.

ÉTAIENT EXCUSÉS :

Mmes et MM. Thierry AGASSE, Claude CAUDAL, Barbara NOURRY, Stephan BEAUGÉ, Yvon LERAT, Lydie MAHÉ, Christophe JOUIN, Laurent DEJOIE, Agnès DUHEM-BOURGEAIS.

ASSISTAIENT ÉGALEMENT À LA RÉUNION :

Pour la Direction des finances publiques :

M. Jérémy TESSIER, conseiller aux décideurs locaux.

Pour le Centre de gestion :

Mme Hélène GUILLET, directrice générale des services,
M. Yannick BONNET, directeur délégué Attractivité et proximité,
Mme Sonia BOUCETTA, directrice déléguée Qualité de vie et conditions de travail,
Mme Juliette BOYÉ, directrice déléguée Prospective et performance,
Mme Florence HERBERT, directrice déléguée Expertise et pilotage RH,
Mme Isabelle CONTREMOULIN, responsable Développement territorial et relations aux publics,
Mme Anne-Sophie JUDALET, responsable de la communication externe,
Mme Ghislaine LAUNAY, responsable Affaires générales.

À l'unanimité, M. Emmanuel TERRIEN a été désigné secrétaire de séance.

Rapport sur la situation en matière de développement durable au Centre de gestion

EXPOSÉ

L'adoption de l'instruction budgétaire M57 requiert l'obligation de présenter préalablement aux débats sur le projet de budget, un rapport sur la situation en matière de développement durable tel que prévu à l'article L 5217-10-2 du code général des collectivités territoriales.

L'intention est de mettre en avant les programmes territoriaux susceptibles de contribuer à l'atteinte des objectifs de développement durable à l'horizon 2030, tels qu'adoptés le 25 septembre 2015 par l'assemblée générale des Nations Unies.

Cette disposition vise également à ce que les objectifs de développement durable soient intégrés dans le débat d'orientation budgétaire.

Le projet de mandat 2020/2026 du Centre de gestion de Loire-Atlantique s'est inscrit, avant l'heure de l'obligation, dans cette ligne : il place la performance publique et durable au cœur de ses orientations politiques, stratégiques et managériales.

Cette formalisation est donc l'occasion et l'opportunité de souligner les engagements de principe du CDG de Loire-Atlantique à travers son projet de mandat au regard des grands enjeux visés par les 17 objectifs de développement durable et de passer un cran par la mise en œuvre d'une démarche en 5 étapes structurantes

- Approfondir l'état des lieux ;
- Sensibiliser les agents ;
- Construire le plan d'action ;
- Structurer les démarches internes ;
- Initier le système de pilotage et ses indicateurs.

DÉLIBÉRÉ

Le Conseil d'administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Loire-Atlantique, après en avoir délibéré et à l'unanimité, par 25 voix pour :

- **Prend acte** de la présentation du rapport sur la situation en matière de développement durable au Centre de Gestion, joint en annexe de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
Le président,



Philip SQUELARD